

Ecrit par le 3 février 2026

(Vidéo) Economie Sociale et Solidaire, La Région Sud et HEC Paris lancent un accélérateur



Ce programme d'accélérateur, spécialement conçu pour les entreprises de [l'Economie sociale et solidaire](#), proposera un accompagnement de 12 mois alliant formation avec des professeurs d'HEC, mentorat et mise en réseau. Près de 10 structures sont d'ores et déjà sélectionnées pour en intégrer la 1^{re} promotion cet automne. Attention, l'appel à candidatures sera clôturé le 12 septembre.

L'accompagnement vise les entreprises de [l'ESS](#) lors de leur création, développement ou difficultés avec des travaux centrés sur les enjeux du développement : problématiques de financement, diversification de l'offre, structuration des équipes, gouvernance, essaimage... pour un changement d'échelle : «Avec HEC Paris, référence en matière d'excellence académique, nous lançons l'Accélérateur ESS Sud : un programme exigeant et sur mesure, qui accompagnera les entreprises qui portent une économie plus humaine, plus durable et plus ancrée localement » déclare Renaud Muselier, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Président délégué de Régions de France.



Ecrit par le 3 février 2026

«Avec le programme HEC Stand Up, nous accompagnons déjà depuis l'année dernière, en Région Sud, des femmes de tous horizons vers l'entrepreneuriat. Nous approfondissons notre engagement avec l'Accélérateur ESS Sud. Ce nouveau programme tend à allier accompagnement académique et entrepreneurial au service de celles et ceux qui innovent pour le bien commun,» ajoute Eloïc Peyrache, Doyen et Directeur Général d'HEC Paris.

Appel à candidatures

Clôture le 12 septembre. Critère de sélection : Être une structure de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) : association, coopérative, EI, EA, ESAT, label ESUS ; Réaliser un chiffre d'affaires en 2024 compris entre 500 000 € et 3M€ ; Disposer d'une ancienneté d'au moins 2 ans ; Posséder un ancrage territorial dans l'un des 6 départements de la Région Sud ; Proposer un projet de développement ou de changement d'échelle pertinent, incluant une stratégie de croissance, d'essaimage territorial ou d'innovation sociale et environnementale. Candidatures : via le [site internet](#) de HEC Paris ou [ce formulaire](#)

Le programme

D'une durée de 12 mois, l'Accélérateur ESS est un programme à la fois individuel et collectif. Concrètement, il repose sur trois piliers : Un suivi individuel et du mentorat : chaque structure bénéficie du suivi d'un mentor sur l'ensemble de son accompagnement. Ce suivi est basé sur un diagnostic initial afin de comprendre les forces, problématiques et axes de développement de chaque structure.

Des formations collectives : Des modules de formation en présentiel seront organisés dans la région avec des professeurs et experts d'HEC, sur des thématiques clés (stratégie de croissance, gestion de l'impact, gouvernance, etc.) pour favoriser l'apprentissage collaboratif et le partage d'expériences. En parallèle, les structures auront également un accès illimité à une banque de formations en ligne

La mise en réseau au sein d'une communauté : Les structures accélérées pourront intégrer une communauté et avoir accès à des événements de networking, des conférences thématiques, des masterclass... leur offrant des opportunités de collaboration, d'apprentissage et de croissance.

Une formule qui a fait ses preuves

L'Accélérateur ESS Sud s'inspire directement du modèle développé par la Région Île-de-France, pionnière dans la mise en place d'un programme d'accélération ESS à fort impact. Opéré par HEC depuis 2019, l'Accélérateur ESS Île-de-France a accompagné le changement d'échelle de plus de 80 structures représentant 6 600 emplois, dans des secteurs variés : économie circulaire, alimentation durable, insertion, [tiers-lieux](#)...

Ecrit par le 3 février 2026

Provence Numérique lance une formation de responsable d'entreprise d'économie sociale et solidaire



Provence Numérique annonce le lancement d'une formation, de février à juillet, pour devenir responsable d'entreprise d'économie sociale et solidaire. Une information collective aura lieu ce mardi 24 janvier pour présenter la formation.

En France, l'économie sociale et solidaire (ESS) emploie près de 2,4 millions de salariés en France, soit 14% de l'emploi salarié privé, dans des secteurs diversifiés : action sociale, médico-sociale, aide à domicile, action humanitaire, logement social...

La formation professionnelle de niveau 6 proposée par Provence Numérique est à destination des futurs cadres ou dirigeants de l'ESS et des entrepreneurs sociaux qui souhaiteraient développer des projets à impact sociétal.

L'objectif est de former des gestionnaires de structures de l'ESS, dont les tiers lieux, des chargés de gestion et de management d'ESS et des cadres de ce secteur contribuant à la mise en œuvre de la stratégie d'organisation et au pilotage des actions de gestion et d'appui confiées par leur gouvernance.

Ecrit par le 3 février 2026

Le programme de la formation s'articule autour de quatre grands axes :

- Manager les équipes, développer les relations humaines
- Elaborer et développer un projet social et solidaire
- Piloter les moyens économiques et financiers
- Conduire la stratégie d'une entité et sa mise en œuvre

Pour plus de renseignements concernant cette formation, une information collective aura lieu ce mardi 24 janvier à 10h au Tiers lieu de Sorgues, 35 rue des Remparts.

Formation (560h + 210h de stage) du 16 février au 28 juillet au Tiers lieu de Sorgues, 35 rue des Remparts, Sorgues.

[Lien d'inscription.](#)

J.R.

Economie sociale et solidaire : 164 emplois préservés en Vaucluse grâce aux aides de l'Etat

Ecrit par le 3 février 2026



En début d'année, Olivia Grégoire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, en charge de l'Économie sociale, solidaire et responsable avait annoncé la mise en place d'un fonds d'urgence de 30M€ pour les structures de l'Economie sociale et solidaire (ESS) de moins de 10 salariés, frappées par la crise.

Dans la foulée, le réseau d'entrepreneur [France Active](#) et ses 35 associations territoriales, a assuré, jusqu'au 31 juillet dernier, le déploiement de ce fonds baptisé '[UrgencESS](#)' partout en France à travers un guichet unique.

Au final au niveau national, cette aide financière non-remboursable allant de 5 000€, pour les structures de 1 à 3 salariés, à 8 000€ pour les structures de 4 à 10 salariés, a permis de soutenir 4 866 structures rencontrant des difficultés économiques liées à la situation sanitaire. L'impact sur le maintien de l'emploi en France aurait permis de sauvegarder près de 16 000 emplois.

268 000€ pour le Vaucluse

Dans le détail, 44 structures de l'ESS ont bénéficié de 268 000€ d'aides en Vaucluse (voir tableau ci-dessous). De quoi préserver 164 emplois, faisant du département le 2^e de Paca à profiter de ce dispositif derrière les Bouches-du-Rhône (486 emplois concernés). Cela rappelle également le poids de l'ESS dans le Vaucluse, [5^e département le plus pauvre de France selon l'Insee](#), où l'économie sociale et solidaire

Ecrit par le 3 février 2026

représente près de 9% des emplois locaux et [10% du PIB national](#).

Au total, l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a obtenu 2,07M€ afin de soutenir 346 structures et sauvegarder 1030 emplois. Dans les départements voisins, le Gard (252 000€ pour 103 emplois), l'Ardèche (184 000€, 81 emplois) et surtout la Drôme (394 000€, 193 emplois) ont également été bien lotis.

Le détail des aides du dispositif UrgencESS en Vaucluse, en Paca et dans les départements limitrophes.

Départements	Nb de structures	Montant décaissé	Emplois sauvegardés
Vaucluse	44	268 000€	164
Alpes-de-Haute-Provence	21	135 000€	92
Alpes-Maritimes	51	288 000€	110
Bouches-du-Rhône	167	1M€	486
Hautes-Alpes	24	141 000€	68
Var	39	234 000€	110
Provence-Alpes-Côte d'Azur	346	2,07M€	1030
Ardèche	32	184 000€	81
Drôme	68	394 000€	193
Gard	42	252 000€	103
Hérault	76	482 000€	259

Développer de nouveaux financements durables

Au-delà de l'aide financière, UrgencESS a également permis d'accompagner des structures solidaires dans le maintien de leur activité, notamment des petites associations. Elles ont ainsi bénéficié d'un diagnostic de leur situation économique et de conseils leur permettant de s'orienter vers de nouvelles solutions de financement, notamment dans le cadre de France Relance.

« Avec UrgencESS, nous avons pu apporter une réponse plus que tangible à des associations comme à des entreprises pleinement mobilisées sur le développement du lien social, la culture ou l'écologie, explique [Pierre-René Lemas](#), président de France Active. Et nous leur avons aussi permis de penser leur modèle pour rebondir face à la crise et de se projeter dans une relance pleinement solidaire. »

Certaines ont également bénéficié d'un accompagnement de partenaires de l'opération tels que le réseau des Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA) ou de KissKissBankBank, la plateforme de financement participatif du groupe La Poste.

« Les structures que nous avons pu accompagner pour traverser la crise sont mieux armées pour s'engager dans la relance, qui concerne tous les acteurs économiques du pays, se félicite [Olivia Grégoire](#), Secrétaire d'État à l'Économie sociale, solidaire et responsable. Nous devons désormais poursuivre notre politique de soutien aux entreprises de l'ESS en développant de nouveaux financements durables

Ecrit par le 3 février 2026

compatibles avec la dimension solidaire qu'elles portent au quotidien. »

Salariés aidants : encourager les entreprises

C'est notamment dans cette logique qu'Olivia Grégoire ainsi que [Brigitte Bourguignon](#), ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'Autonomie et [Sophie Cluzel](#), secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée des Personnes handicapées viennent de lancer une mission confiée à la Plateforme RSE de [France Stratégie](#), relative à la mobilisation des entreprises envers leurs salariés aidants.

« Ses travaux porteront en particulier sur les conditions nécessaires à l'élargissement des critères de la RSE à cette problématique en identifiant les leviers favorisant l'appropriation effective de cet enjeu par les entreprises ainsi que le développement et la valorisation de pratiques exemplaires », expliquent les 3 membres du gouvernement.

Une attention particulière sera également portée aux petites et moyennes entreprises et aux propositions de solutions concrètes pour soutenir et intensifier le recours au congé proche aidant indemnisé, effectif depuis le 1er octobre 2020. Les recommandations de la Plateforme RSE seront présentées au Gouvernement d'ici le 1er février 2022.

L'économie sociale et solidaire cherche sa voie royale

Ecrit par le 3 février 2026



La crise sanitaire pourrait changer notre regard sur ce secteur (ESS) qui arrive de mieux en mieux à conjuguer réalisme économique et utilité sociale et environnementale. Le gouvernement ne s'y est pas trompé, aux territoires de saisir la balle au bond pour promouvoir cette 'autre économie'» moins mondialisée et plus humaine

Voilà des années que ce secteur n'arrive pas à se faire entendre, faute de moyens, du grand public. Il contribue néanmoins, autant que l'industrie, à la richesse nationale (10% du PIB) et occupe quand même 2,4 millions de salariés, soit 12% des salariés du secteur privé.

Mais sa composition en cinq grandes familles (associations, coopératives, mutuelles, fondations et sociétés commerciales ayant la qualité d'entreprises de l'ESS) rebute, par un effet mosaïque : beaucoup de petites structures, des champs d'action hétérogènes, un modèle d'entreprise 'engagée et responsable' qui reste flou et des performances 'extra-financières' difficiles à évaluer.

Depuis l'été dernier, une secrétaire d'Etat chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable a été nommée. Olivia Grégoire agit pour le développement de cette « économie de proximité et d'orientation sociale en période de crise ». La ministre voudrait souligner l'exemplarité de ce tissu de TPE-PME qui met de longue date en avant l'intérêt général au moment de l'entrée en vigueur au mois de mars dernier d'une directive européenne obligeant les entreprises de plus de 250 salariés à publier un rapport sur leur 'pratiques sociales et environnementales'.

Ecrit par le 3 février 2026

Elle promet de mettre le sujet sur la table lors de la prochaine présidence française de l'Union européenne en 2022 et se dit confortée par « une quête de sens chez les jeunes, comme chez les consommateurs ».

L'extension du domaine du fromage de chèvre

Les planètes s'alignent depuis la fin 2020. On sort un peu du flou. Les banques ont obligation - sans sanction - de consacrer 5% des encours du Livret A et du livret de développement durable et solidaires pour financer des crédits à l'ESS, soit environ 9 milliards. Un nouveau coup de pouce a été donné avec les 'contrats à impact' répondant à des besoins qui ne sont pas - ou mal - pris en charge par l'Etat. Les pouvoirs publics ont ainsi annoncé un appel à projet sur l'économie circulaire, un autre sur la lutte contre le gaspillage. La règle est simple : tout projet innovant, porté par des acteurs de l'ESS et financé par des investisseurs privés ou publics doit annoncer des objectifs précis pour être sélectionné. L'Etat délègue sa bourse dès lors qu'ils ont été atteints, le meilleur usage des deniers publics étant confié au mieux disant.

« Ni philanthropie, ni subvention »

« Ni philanthropie, ni subvention », pourrait donc être le slogan de cette action sociale et solidaire, orientée par une solide logique d'investissement humain et financier qui progresse sur le chemin du pragmatisme.

Voilà peut-être la grande nouveauté. [Roland Davau](#), président depuis 2020 de la délégation Vaucluse de l'ESS abonde. « Il y a encore 5 ans, je n'avais aucune idée de ce qu'était ce secteur que j'avais identifié et associé, tout entier, à l'image du fameux producteur de chèvre post soixante-huitard, mais pas du tout à un modèle économique ». Pas de langue de bois pour ce représentant du monde sportif - 600 emplois dans le département nous dit-il - qui préside le Comité départemental olympique et sportif vaclusien. « Avant, nous avions une démarcation bien nette entre une activité économique profitable et tout un secteur d'activité diffus. Celui-ci revendiquait des valeurs et principes éthiques au nom desquels il était légitime d'être placé sous perfusion d'argent public. Aujourd'hui, on a des entreprises imprégnées de réalisme économique qui partagent une vision d'avenir sur quantité de sujets : démocratie, engagement collectif, utilité sociale, stratégie de long terme. »

Et Roland Davau de citer l'exemple ingénieux imaginé par « Les jardins de Solène ». Un transformateur qui achète des légumes au rebut du tri (calibre et aspect) ; les conditionne sous barquettes à composter en « prêts à cuisiner » pour les cantines, collectivités ou points de ventes dans un atelier situé à Pernes-les-Fontaines, employant des personnes en situation de handicap.

Le Vaucluse, une terre de prédilection

Même en temps de crise, les projets sortent, comme celui de l'association « L'étape » soutenu par [l'incubateur Camina](#) d'[Initiative Terre de Vaucluse](#). Il s'agit de l'initiative de deux jeunes femmes, briguant un diplôme de direction d'établissement ou de service d'intervention sociale dispensé par [l'IMF d'Avignon](#) qui propose depuis juin dernier aux centres équestres un service d'équithérapie, soin psychique - médiatisé par le cheval - conduit par un thérapeute. L'association fonctionne avec une dizaine de bénévoles et prévoit dès l'année prochaine d'ouvrir son propre centre près d'Avignon pour former des thérapeutes et accueillir ses publics : personnes en situation de handicap ou présentant des troubles du comportement ou du développement.

« Notre territoire est propice au développement de ces innovations parce que les entreprises de l'ESS y

Ecrit par le 3 février 2026

sont davantage présentes qu'ailleurs. Avec 19 000 salariées et 2 200 structures, ce secteur représente environ 15% de l'emploi privé. Il est aussi plus résilient face à la crise et c'est une chance pour son développement », ajoute Roland Davau qui a pris son bâton de pèlerin pour mobiliser préfet, sous-préfet à la relance et président de la chambre régionale de l'ESS autour d'un 'Tour des territoires' destiné à relancer l'activité.

Plan d'urgence de 30M€

Un plan d'urgence de 30M€, promis en janvier, complété par un fonds de solidarité (prolongé jusqu'au 30 juin) et la mobilisation de la [Banque des territoires](#) composent le dispositif de soutien spécifique au secteur ; auquel s'ajoute une quinzaine d'appels à projets pour soutenir son développement, principalement dans les domaines de la solidarité, de l'agriculture et de l'alimentation, de la culture et du tourisme.

Au plan régional, la chambre régionale dont le budget frôle les 870 000€, peine cependant à élargir ses moyens d'action. Elle avait pourtant lancé un fonds (Invesst Provence Alpes Côte d'Azur) - dont elle n'est pas gestionnaire - par émission de titres associatifs en 2019. La prospection des dossiers, ralentie par la crise sanitaire, se poursuit auprès des entreprises d'insertion, de l'habitat et du tourisme social. C'est un écueil au moment où l'oreille du public n'a sans doute jamais été aussi favorable au développement d'une 'autre économie'» moins mondialisée et plus humaine.

(Vidéo) Pernes-les-Fontaines, Quand le géant Sodexo rencontre les Jardins de Solène

Ecrit par le 3 février 2026



Solène Espitalié, ingénieure en agriculture spécialisée dans le marketing et le développement commercial a créé les Jardins de Solène en 2017. Elle vient de faire visiter à l'équipe qualité de Sodexo, son atelier de transformation de légumes moches à Pernes-les-Fontaines.

«J'ai imaginé mon projet 'Les jardins de Solène' en 2014, relate Solène Espitalié la fondatrice de l'entreprise. Aujourd'hui 12 collaborateurs dont 8 en situation de handicap, y œuvrent. Leur mission ? Collecter des légumes hors calibres auprès des agriculteurs et les préparer pour ensuite les proposer à la restauration collective. En fait, j'insiste bien sur le fait que nous achetons des légumes moches aux agriculteurs locaux.»

Eradiquer le gaspillage

«Pourquoi ? Parce que ce sont des légumes tout à fait délicieux et consommables et que sans notre action, ils seraient voués à la destruction. Cela en dit long sur l'objectif de notre écosystème qui est d'augmenter le pouvoir rémunérateur des productions agricoles et de revaloriser leurs produits. Nous pouvons transformer jusqu'à 2 tonnes de produits brut par jour dans notre atelier de 420m2 à Pernes-les-Fontaines, créé en 2017 après 9 mois de travaux.»

Les clients

Ecrit par le 3 février 2026

«Les produits transformés sont proposés aux Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), hôpitaux, crèches, écoles, restaurants d'entreprise. Au total, une quinzaine de sociétés se fournissent de façon régulière et ponctuelle au Jardin. Et pour arriver à ce résultat ? C'est beaucoup de prospection. Depuis 2017 je rencontre tous les élus, les collectivités, les opérateurs privés. Je présente ce que l'on fait, nos outils, nos valeurs humaines, éthiques, environnementales et notre démarche parce que nous sommes dans la volonté de développer un écosystème local en impliquant toutes les parties prenantes.»

Sodexo

«Et puis, un jour, on se retrouve avec Sodexo parce que l'on partage les mêmes valeurs et l'on peut travailler, ensemble, sur le même territoire. Comment nous nous sommes rencontrés ? Par une prise de contact de [Sodexo](#) suite à la conférence TEDx* à laquelle j'avais participé il y a 3 ans. La responsable achat national avait visionné la conférence et chargé le responsable des achats régional de me contacter. C'était une excellente nouvelle parce que nous voulions travailler avec les leaders de la restauration collective. Là où tout le monde me disait 'Mais non, tu es trop petite, tu n'es qu'un petit acteur local !' Moi il me semblait évident qu'un leader mondial pouvait tout autant travailler avec un petit acteur. Ça tombait à pic et c'est ainsi que nous avons commencé à échanger, à nous rencontrer. Et puis des responsables de Sodexo ont visité notre atelier de transformation de légumes à Pernes. Après, on s'est dit que ce serait vraiment très chouette de travailler ensemble.»

TEDx* L'acronyme TED signifie : Technology, Entertainment and Design. Le X signifie qu'il s'agit d'un événement indépendant. Le Ted c'est une fondation américaine à but non lucratif qui organise des rencontres sous forme de conférences depuis plus de 25 ans à travers le monde.

La grande firme

«Le service Achat de Sodexo est organisé pour être au plus près du terrain avec 9 acheteurs régionaux qui connaissent bien leurs fournisseurs, précise Marie-Cécile Leprat directrice de la communication institutionnelle de Sodexo, et c'est rare dans la restauration collective qui compte souvent une centrale d'achat à Paris. Ainsi, Solène est en relation avec le spécialiste Paca (Provence-Alpes-Côte d'Azur). »
«Oui, il était dans nos locaux il y a peu, acquiesce Solène Espitalié. Nous nouons, depuis 2 ans, une vraie relation de terrain tout à fait opérationnelle émaillée de rencontres régulières, en direct. IL était important d'aborder autre chose que de simples relations client-fournisseur pour aborder ce qui était mis en place en termes d'[inclusion](#), de plan de formation.»

Et demain ?

«Comment je vois le développement de mon entreprise ? (Rires) Avec un partenariat comme Sodexo c'est surtout démontrer que l'on peut changer les pratiques économiques dans l'imaginaire collectif. Le développement et le déploiement de l'activité ? C'est une affaire de coconstruction avec un leader et une petite PME locale (Petite et moyenne entreprise). J'en parle d'autant plus facilement qu'il n'y a pas lieu, pour nous, de grandir démesurément et de toucher l'international. Nous n'avons pas la volonté de développer la structure ni en termes de locaux, ni en termes d'activité ni en nombre de salariées puisque que nous sommes locaux et livrons dans les villes alentours.»

Vers un déploiement

Ecrit par le 3 février 2026

«L'objectif ? Déployer le modèle et l'essaimer sur d'autres territoires. Aujourd'hui ? Oui, nous recevons énormément de sollicitations parce qu'il y a une vraie prise de conscience du gaspillage. Beaucoup d'initiatives commencent à voir le jour un peu partout sur le territoire national. Mais il y a un travail de fond à faire comme de bien consolider ce modèle, en concevant des partenariats avec toutes les parties prenantes, Sodexo en est un très bel exemple. Ce seront autant de fondations qui nous permettront, demain, un essaimage solide sur d'autres territoires. Il faudra aussi travailler aux études préliminaires de l'essaimage et, pour cela, nous sommes accompagnés par l'incubateur [Inter-Made](#) à Marseille. Je pense aussi à la grande richesse du programme national d'[Impact+ de Sodexo](#) qui permet de bénéficier de l'expertise des professionnels de cette grande entreprise.»

La grande distrib' ?

«Est-ce que nous nous intéressons au marché des particuliers ? Non, parce que notre ambition première est de fournir la restauration collective et aussi parce que le tonnage de produits déclassés est inouï ! Lorsque les gens me disaient : 'Mais comment vas-tu faire, tu n'auras jamais assez de produit !' C'est plutôt l'inverse qui est arrivé avec beaucoup de producteurs nous sollicitant et pas assez de commandes, donc nous n'avions, dès le début, pas d'autres choix que de nous adresser à la restauration collective, pour toucher le plus grand nombre possible, et, ainsi, sensibiliser toutes ces personnes aux questions sociales, économiques et environnementales. Finalement, on touche les particuliers via les restaurants d'entreprise, les collégiens et lycéens via les établissements scolaires. Si un jour nous touchions les particuliers, ce serait par les grands circuits de distribution.»

L'épineuse question de l'inclusion

«Pour bien comprendre, Les jardins de Solène sont une émanation de la 1^{re} structure que l'on avait créée en 2008, [Solid'Agri](#), qui était une association Loi 1901 et dont l'objectif était vraiment de faire de l'inclusion durable de personnes en situation de handicap en milieu ordinaire. Pour leur redonner de la confiance, de la dignité, les accompagner dans toutes les problématiques de santé, de mobilité et de logement et, aussi, de les faire monter en compétence. Ce qui me réjouit ? Alors que nous travaillons en milieu ordinaire, mes collaborateurs ne sont pas gérés par des encadrants, des éducatrices, ils sont devenus autonomes... Des exemples ? J'avais une équipe qui était sur la transformation de légumes et une autre dévolue à la prestation agricole : tailler la vigne chez les producteurs, planter des fraisiers, des salades. Les deux chefs d'équipes de ces salariés font partie des personnes en situation de handicap. Les tous premiers atomes crochus que l'on a eus, justement avec Sodexo, étaient sur l'inclusion. Pourquoi ? Parce que de leur côté beaucoup de choses sont faites même si ça n'est pas su. Ils ont même élaboré un programme très abouti alors que la vraie inclusion, en France, est très compliquée.»

Solid'Agri

«J'ai été la co-fondatrice puis la directrice de cette association. J'en parle au passé car dans l'optique d'une économie viable, nous voulions fusionner les deux structures et c'est, aujourd'hui, chose faite. L'idée de base ? On a besoin de consolider notre modèle économique, l'activité agricole est notre ADN et nous voulons travailler auprès des producteurs. Le hiatus ? Que faire lorsqu'il pleut durant deux semaines, que nos salariés ne peuvent pas travailler et qu'à la fin du mois nous payons les mêmes charges ? Il fallait donc trouver des activités complémentaires qui conservent un impact positif pour les producteurs comme pour notre territoire. C'est à partir de là que nous avons fait les études sur les

Ecrit par le 3 février 2026

déchets de produits dits déclassés.»

L'intention se lit déjà dans les statuts

«Ainsi, de Solid'Agri association de Loi 1901, nous sommes devenus une entreprise sociale et solidaire, apprenante. Les jardins de Solène sont l'émergence de l'intelligence collective que l'on a travaillée au sein de Solid'Agri. Nous avons souhaité créer une SAS, Société par actions simplifiées appartenant à l'Économie sociale et solidaire à laquelle s'ajoute l'agrément Entreprise solidaire d'utilité sociale. Ce que ça nous apporte ? Rien de plus que d'habitude puisque nous étions déjà engagés dans la gouvernance participative et l'implication des salariés et parties prenantes. Avec ou sans l'agrément nous travaillons déjà ainsi mais c'est plus pour les personnes qui ne nous connaissent pas, comme un gage de confiance. Cela a du sens, très concrètement, notamment lorsque les marchés publics détaillent des clauses d'insertion sociale, qui sont autant d'opportunités pour faire travailler les acteurs locaux, avec cette volonté inclusive.»

La crise sanitaire

«Quel impact a eu la Covid-19 sur notre activité ? Il y a un an nous n'avions pas encore diversifié notre fichier clients ni consolidé des démarches partenariales comme avec Sodexo. Nous n'étions que sur de la restauration collective publique, avec notamment à 90% sur des cuisines centrales de collectivité qui fournissent des écoles. Lorsque les écoles ont fermé leurs portes notre activité a été tout aussi freinée. Nous avons travaillé en solidarité avec l'hôpital d'Avignon, mais qui avait peu de demandes. On a perdu 90% de notre chiffre d'affaires. La chance des PME TPE (Très petites et moyennes entreprises ? Être agiles et nous réinventer assez rapidement ! C'est l'axe que j'ai choisi de prendre. J'ai fait un gros travail de fond avec la fondation Yves Rocher et Sodexo ce qui nous a permis d'avancer sur le partenariat.»

Yves Rocher

«J'avais gagné le prix [Terre de femmes](#) (Prix des femmes engagées pour la [RSE](#), Responsabilité sociétale des entreprises) en 2018. Je fais partie de leur communauté et nous travaillons ensemble. Je n'avais pas choisi ce timing mais, pour finaliser la fusion de l'association et de l'entreprise, j'avais lancé une levée de fonds début 2020 et, c'est alors que j'ai découvert que les fondations pouvaient devenir actionnaires d'entreprises. C'est très peu connu en France et dans ce sens nous sommes pionniers. Je peux désormais en parler : la Fondation Yves Rocher devient actionnaire des Jardins de Solène et exerce sur nous du mécénat de compétences pour m'accompagner sur des questions juridiques, marketing, de communication...»

Le mentorat des grandes entreprises

«C'est aussi ce que nous faisons avec Sodexo dans le cadre du programme national où les experts des Ressources humaines, qualité m'accompagnent pour encore plus optimiser nos pratiques, dans notre modèle. Avec Sodexo et Yves Rocher, nous sommes sur des démarches très innovantes qui changent les pratiques et les échanges par rapport aux modèles classiques. Yves Rocher a aussi un très joli programme international : 'Plantons pour la planète' - désormais appelé '[Plant for life](#)' - qui finance la replantation de milliers d'arbres, ce qui m'a donné envie de mettre quelque chose en place comme la plateforme [Ecovia](#). Ce que je dis à mes clients ? 'En travaillant ensemble vous permettez à conforter l'emploi et donc l'autonomie des personnes en situation de handicap, vous permettez de faire travailler

Ecrit par le 3 février 2026

tout un écosystème local ! L'autre point important ? Grâce à Sodexo nous, employeurs inclusifs, avons pu entrer en contact les uns avec les autres et confronter nos expériences dans tous les volets de nos pratiques, ce qui en fait un enseignement très riche. Cela va optimiser les pratiques entre acheteurs, sans quoi, faute de temps et de moyens, nous ne nous rencontrions jamais et n'aurions pas pu construire de ponts entre nos structures. Et c'est ce programme Impact+ qui permet cette capitalisation.»

Impact+

Impact + est destiné aux fournisseurs de Sodexo engagés dans l'économie inclusive. Il les accompagne dans leur croissance, avec le support de collaborateurs Sodexo mettant à disposition leur expertise et leur réseau. L'ambition de Sodexo via ce dispositif ? Augmenter la part de ses achats inclusifs et renforcer sa politique d'achats responsables. Les destinataires du programme ? Les structures d'insertion, de l'ESS (Économie Sociale et Solidaire), les Coopératives, Esat (Etablissement et Service d'Aide par le Travail) et les PME et TPE, quel que soit leur secteur d'activité.

Témoignages

Pour Samuel Mougin, Cofondateur de [Pain & Partage](#) : «Un pain bio, local et solidaire ? De la farine, de l'eau, du sel, du levain... Mais avec Sodexo et son programme Impact+, nous avons ajouté de nouveaux ingrédients pour donner plus de saveur à notre pain : de la création d'emplois inclusifs, de la coopération, des engagements réciproques, de la solidarité, de la valorisation d'une agriculture durable et locale, de la prise en compte des dimensions santé et nutrition... Une recette expérimentée à Marseille qui est appelée à être dupliquée sur d'autres territoires.

Pour Alexandre Guilluy, Président et Cofondateur des [Alchimistes](#) «Il s'agit d'un levier considérable pour fédérer de plus en plus de citoyens autour des thématiques du compostage et de la qualité des sols ! En tant qu'acteur de l'Économie Sociale et Solidaire implanté dans 8 régions françaises, nous sommes accompagnés par Sodexo dans la promotion de l'inclusion, de la diversité et de l'ancrage local, des valeurs qui nous sont chères.»

Parole d'entreprise

«Nous avons une politique d'achat responsable forgée sur la proximité, le local, détaille une salariée du groupe Sodexo. Nous mettons en pratique notre politique RSE qui contient un volet important sur l'inclusion et dès la création de Sodexo en 1966 il y a cette urgence à être un acteur économique et territorial, avec un appui marqué sur toutes les problématiques sociétales comme l'inclusion. Notre investissement dans la politique d'achat local, de l'emploi des personnes en situation de handicap et la RSE nous ont conduits, avec le programme Impact+, à accentuer notre accompagnement auprès d'associations et d'entreprises impliquées dans l'inclusion afin qu'elles se développent plus encore et rapidement. C'est ainsi, par exemple, que nous soutenons 'Pain et partage' depuis plus de 17 ans, 'Mademoiselle de Provence'...»

Par ailleurs, Sodexo s'est engagé au sein du Collectif des 35 entreprises pour une économie plus inclusive. Le collectif, créé en 2018, regroupe les entreprises désireuses de mettre leur puissance économique au service du progrès social et sociétal. Au sein du collectif, Sodexo est le co-sponsor du Groupe de Travail dédié aux Achats Inclusifs. Au 31 août 2020 le chiffre d'affaires de Sodexo France était de 2,6 milliards d'euros.

Ecrit par le 3 février 2026

Et la crise sanitaire dans tout cela ?

«Quant à la Covid-19 ? Les restaurations collectives ayant fermé, la crise sanitaire nous a obligés à réagir plus vite et à développer d'autres solutions de restauration auprès des collaborateurs en situation de mobilité, reprend une responsable de Sodexo. Concrètement ? Lors du 1^{er} confinement, on s'est aperçu que les mères de familles et les parents en général étaient complètement débordés avec les enfants et le travail en même temps à la maison. On a donc proposé des repas pour une famille de 4 personnes avec entrée, plat dessert, sur l'appli '[Prêt à partager](#)'. L'objectif ? Faire en sorte que les parents n'aient pas à cuisiner.»

Aux prémices

Sodexo a été Créé en 1966, à Marseille, par [Pierre Bellon](#) et est présent dans 67 pays. L'entreprise, outre la restauration collective, est spécialiste de la propreté, l'entretien et la maintenance technique des matériels et des installations, des déplacements et des frais professionnels jusqu'aux services d'aide à domicile, de crèche ou de conciergerie. Sodexo compte 470 000 collaborateurs à travers le monde. «Si 80% du chiffre d'affaires de Sodexo provient de la restauration, souligne une responsable de Sodexo, nous développons tout une sphère de services où n'accompagnons pas seulement les entreprises issues de l'agroalimentaire comme la société parisienne 'Les Alchimistes', société de [bio déchets](#), qui est en train de se développer un peu partout en province ainsi qu'à Marseille».

Côté chiffres

«Fin 2020, nous avons valorisé 60 tonnes de fruits et légumes déclassés, dits 'moches', précise Solène Espitalié. Nos fruits et légumes permettent d'élaborer plus de 7 000 repas par semaine et avec Sodexo, demain, ce sera encore plus. Nous sommes 11 salariés en tout, dont 8 collaborateurs en situation de handicap et prévoyons d'en embaucher entre 2 à 4 en CDI (Contrat à durée indéterminée) de plus cette nouvelle année. Notre objectif 2021 ? Collecter, payer et transformer 112 tonnes de fruits et légumes moches !»

Le handicap frappé d'ostracisme

«Nous ne sommes pas sur des passerelles pour l'emploi mais nous sommes l'emploi, avec une phase d'accompagnement pour la santé, la mobilité et le logement avec bien souvent un contrat d'insertion ou des CDD (Contrat à durée déterminée) mais l'objectif reste l'emploi durable avec le CDI, rappelle Solène Espitalié. Un exemple ? Sébastien, chef d'équipe travaille à mes côtés depuis 2008. En septembre 2020 nous avons embauché Clément. En parallèle nous recevons une dizaine de stagiaires par an parce que la difficulté, la discrimination des personnes en situation de handicap est bien réelle et qu'elles ne trouvent pas d'entreprises accueillantes. Alors nous avons mis en place des partenariats avec [Pôle emploi](#), [Cap'emploi](#) et des structures de type Esat. Cela leur permet de construire leur projet professionnel en milieu ordinaire, de découvrir notre atelier de transformation ou encore de s'essayer aux activités agricoles. En 2020 nous aurons réalisé un chiffre d'affaires de 250 000€ ce qui n'est pas merveilleux mais du à la crise sanitaire que nous vivons actuellement. En 2021 nous voulons dépasser les 550 000€ grâce à de nouveaux marchés publics et des partenariats.»

Les entreprises accompagnées par Impact+

Les entreprises actuellement accompagnées par Sodexo dans le cadre d'Impact+ sont : 'Mademoiselle



Ecrit par le 3 février 2026

Provence' à Céreste pour la production de blé et pâtes ; 'Pain et partage' à Marseille pour la boulangerie ; l'ADAPEI 44 (Association départementale de parents et d'amis des personnes handicapées mentales) de Nantes pour la production maraîchère, la chocolaterie et la boulangerie ; 'La ferme de Béthanie' à Picauville pour les yaourts et les fromages blancs ; 'La fondation Anaïs' à Paris pour la légumerie, le conditionnement et la brasserie ; 'Le Café joyeux' à Paris pour le café ; 'La SCIC Coop Bio' à Combs-la-Ville pour la distribution de fruits et légumes et la légumerie ; 'Les jardins de Solène' à Pernes-les-Fontaines pour la légumerie ; 'La fabrique cookies' à Clichy pour les biscuits ; 'Les alchimistes' à l'Ile-Saint-Denis pour les bio-déchets ; 'la Winerie' à Montreuil pour l'assemblage de vin et la ré-implantation de vignes en Ile-de-France à Montreuil ; 'Lemon Tri-Lemon aide' à Pantin pour la gestion des déchets et 'Moulinot' à Stains pour les bio-déchets.